



BURKINA FASO



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 4^{ème} trimestre 2011

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 04/2011

SOMMAIRE

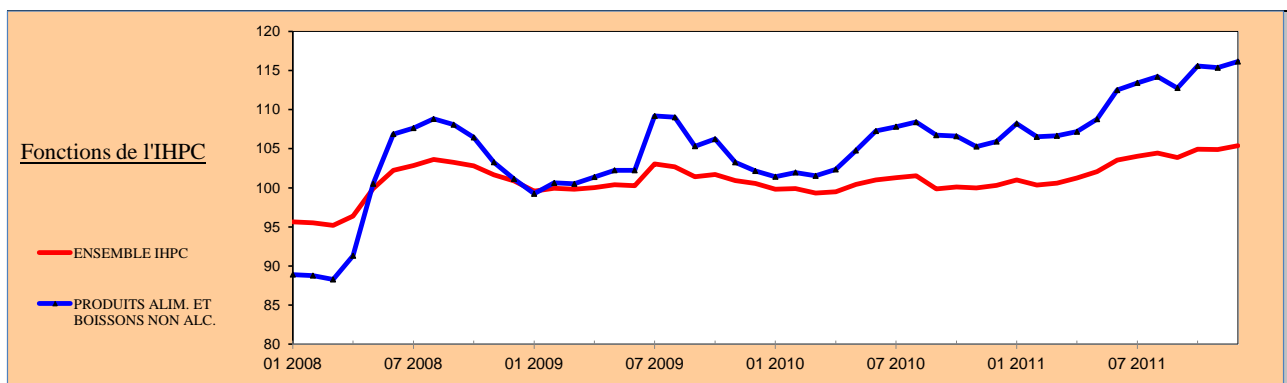
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	16
Définitions et abréviations	21
Crédit des contributions	22

Secteur réel

Le quatrième trimestre 2011 a connu, comparativement au trimestre précédent, une hausse globale des prix à la consommation (+0,9%); une hausse générale des prix des céréales et des animaux. Quant à l'industrie, sa production a connu une baisse globale au troisième trimestre 2011 comparativement au deuxième trimestre 2011.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	100,1	100,6	102,3	104,1	105,1	0,9%	4,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	105,9	107,1	109,5	113,5	115,7	2,0%	9,2%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,7	97,2	100,9	99,4	100,7	1,2%	1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	100,1	100,2	100,4	101,0	101,1	0,1%	1,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	104,1	103,1	107,3	106,6	107,4	0,8%	3,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,3	98,4	98,8	98,8	0,0%	0,6%
SANTE	99,8	100,2	100,5	100,5	100,5	0,0%	0,7%
TRANSPORTS	98,7	98,9	99,1	99,6	99,7	0,0%	1,0%
COMMUNICATION	63,4	64,5	62,4	62,3	61,6	-1,1%	-2,9%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,9	99,0	99,1	99,0	99,0	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	102,5	102,5	102,5	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	103,4	104,0	108,5	112,2	112,9	0,7%	9,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	101,6	102,0	102,2	102,5	102,8	0,3%	1,1%



Le quatrième trimestre 2011 a été marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation a accru de 4,9% par rapport à l'année précédente et de 0,9% par rapport au troisième trimestre 2011.

La hausse annuelle de 4,9% s'explique essentiellement par l'envolée des prix des biens alimentaires (+9,2%) dont les répercussions sur les services d'hôtellerie et de restauration ont entraîné une hausse de 9,2% des prix.

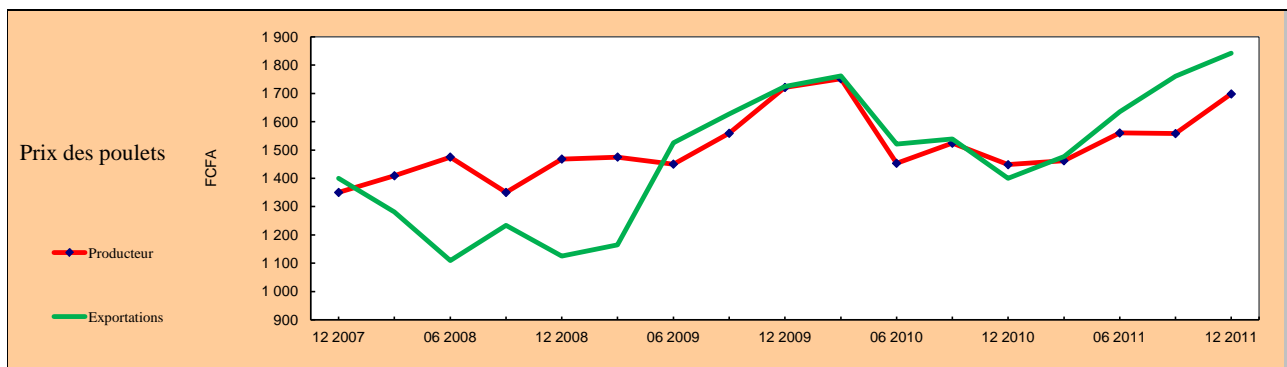
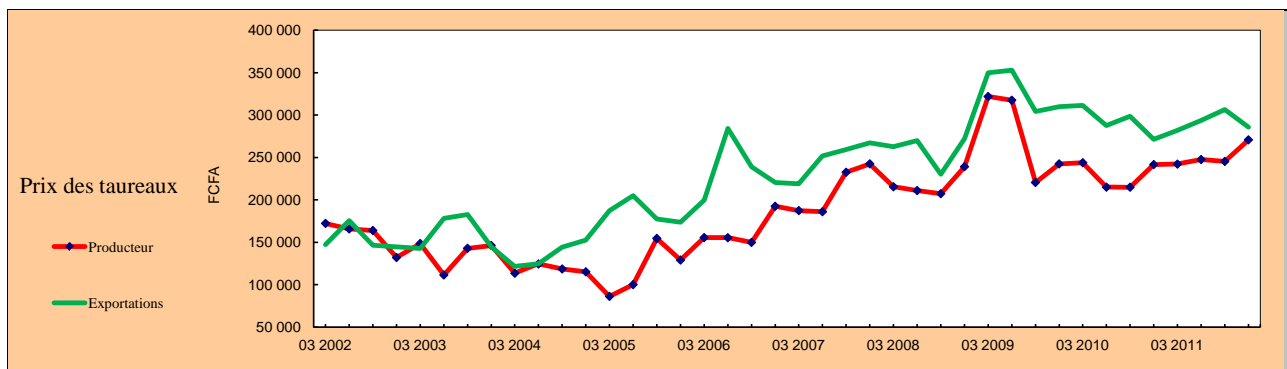
La hausse de 0,9% en glissement trimestriel reste surtout liée au renchérissement des biens alimentaires (+2,0%), mais aussi à l'évolution des prix des boissons alcoolisées (+1,2%) et des services de restauration et d'hôtellerie (+0,7%).

Seuls les services de communication avec la pratique des tarifs promotionnels par les opérateurs de la téléphonie mobile, ont enregistré une baisse de leurs prix tant en variation annuelle (-2,9%) que trimestrielle (-1,1%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	241 678	242 212	247 614	245 366	270 817	10,4%	12,1%
Prix à l'exportation du taureau	271 460	281 944	293 633	306 517	285 761	-6,8%	5,3%
Prix au producteur du béliér	36 516	34 324	36 725	38 199	45 826	20,0%	25,5%
Prix à l'exportation du béliér	45 715	44 682	47 318	48 069	52 238	8,7%	14,3%
Prix au producteur du bouc	17 824	18 503	18 133	18 132	22 689	25,1%	27,3%
Prix à l'exportation du bouc	32 839	32 733	34 054	33 226	35 314	6,3%	7,5%
Prix au producteur du poulet	1 448	1 462	1 560	1 558	1 698	9,0%	17,3%
Prix à l'exportation du poulet	1 400	1 477	1 635	1 761	1 842	4,6%	31,6%
Prix au producteur de la pintade	1 667	1 645	1 768	2 238	1 911	-14,6%	14,6%
Prix à l'exportation de la pintade	1 838	1 842	1 988	2 288	2 329	1,8%	26,7%



Le quatrième trimestre 2011 a été marqué par une hausse générale des prix au producteur et à l'exportation du bétail.

Au niveau des gros ruminants, une faible demande extérieure en liaison avec des crises sociopolitiques dans certains pays de la sous région, notamment le Nigéria, a entraîné une baisse des prix à l'exportation du taureau comparativement au trimestre précédent tandis que le prix au producteur observe une hausse. En outre, en glissement annuel, le prix du taureau a connu une hausse. Cette situation s'expliquerait par une demande croissante d'année en année de viande de bonne qualité.

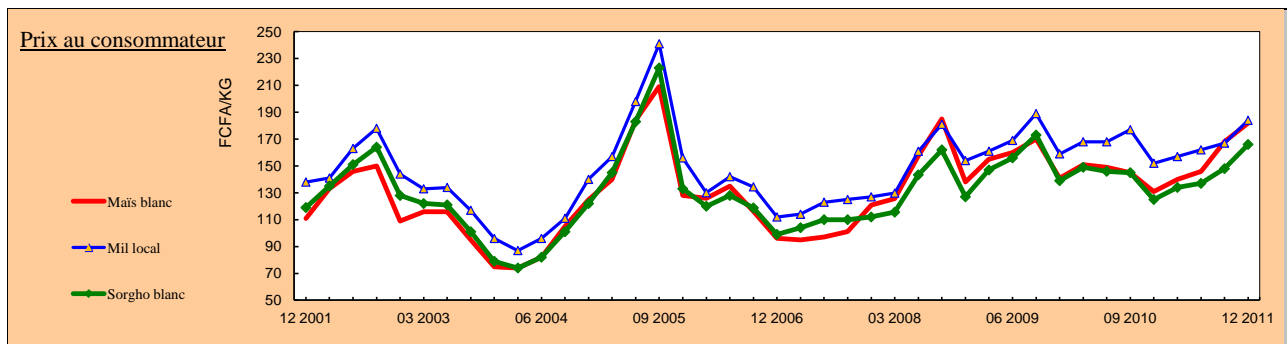
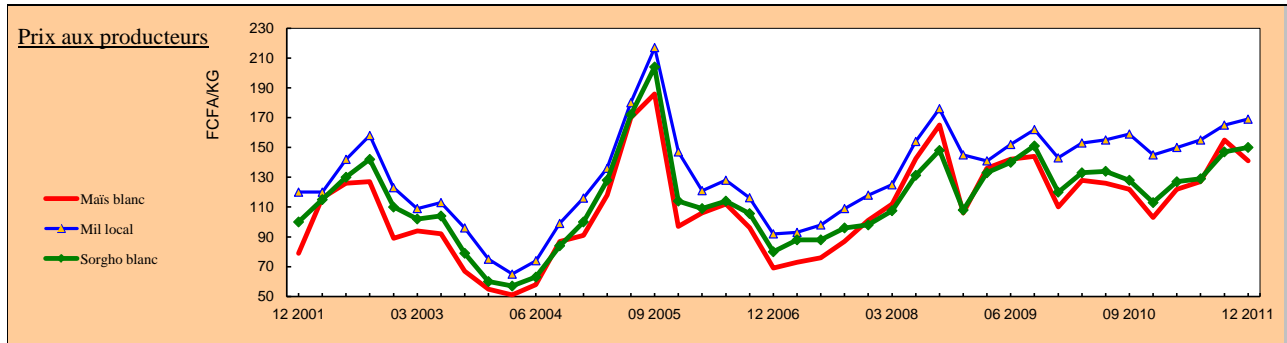
La forte demande de petits ruminants enregistrée à l'occasion de la Tabaski (novembre) et des fêtes de fin d'année a eu pour corollaire la hausse des mercuriales des béliers et des boucs sur les marchés de production et sur ceux d'exportation, en glissement trimestriel. On note toutefois que les prix au producteur ont connu des variations importantes en glissement annuel avec +25,5% pour le béliér et +27,3% pour le bouc.

Concernant le marché de volaille, on observe également une hausse des prix au producteur et à l'exportation de poulet aussi bien en glissement trimestriel qu'annuel. La reprise des exportations de la volaille, notamment en direction de la Côte d'Ivoire et les différentes fêtes évoquées supra expliqueraient le renchérissement du prix de cette espèce. Toutefois au niveau de la pintade, il a été observé une baisse du prix au producteur de 14,6%.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	103,0	122,0	127,0	155,0	141,0	-9,0%	36,9%
Prix au consommateur du maïs blanc	131,0	140,0	146,0	168,0	182,0	8,3%	38,9%
Prix au producteur du mil local	145,0	150,0	155,0	165,0	169,0	2,4%	16,6%
Prix au consommateur du mil local	152,0	157,0	162,0	167,0	184,0	10,2%	21,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	113,0	127,0	129,0	147,0	150,0	2,0%	32,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	125,0	134,0	137,0	148,0	166,0	12,2%	32,8%



Au cours de ce quatrième trimestre, la situation alimentaire des ménages s'est améliorée avec la présence des nouvelles récoltes sur la plupart des marchés. Ces derniers sont assez bien approvisionnés malgré la reconstitution des stocks paysans et commerçants qui s'effectue en même temps que la poursuite des récoltes. Malgré la présence des nouvelles récoltes sur les marchés les prix n'ont pas respecté leur baisse saisonnière. De légères hausses de prix ont été observées par rapport au trimestre précédent : une conséquence d'une campagne pluviométrique peu favorables durant la campagne agricole et la cause d'un rendement peu satisfaisant par rapport à l'année antérieure.

Sur les marchés de collecte, les prix ont enregistré une hausse de 2% pour le mil et le sorgho et une baisse de 9% pour le maïs blanc avec des prix moyens trimestriels de 169 FCFA/Kg, 150 FCFA/Kg et 141 FCFA/Kg respectivement pour le mil, le sorgho et le maïs. Comparés à la même période de l'année 2010, des hausses de prix ont été observées de 37% pour le maïs, de 17% pour le mil et de 33% pour le sorgho. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années, il est ressorti des hausses de prix de 30% pour le mil et de 43% pour le maïs et le sorgho.

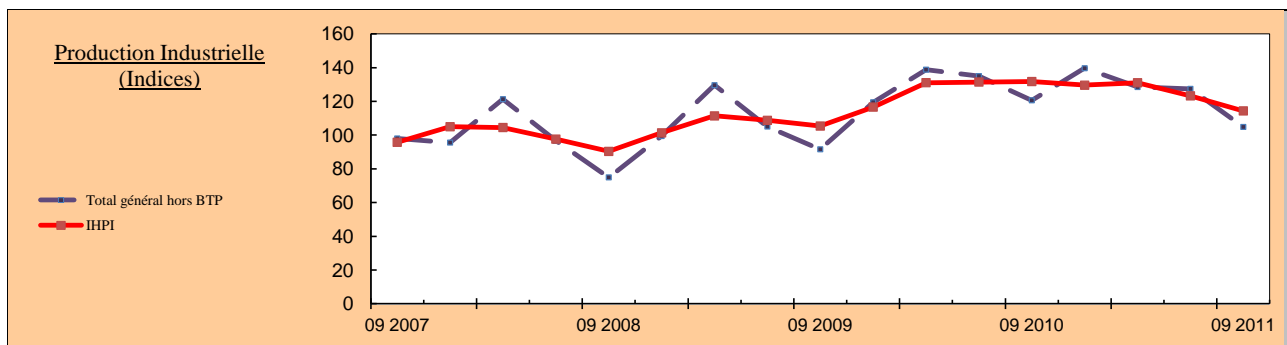
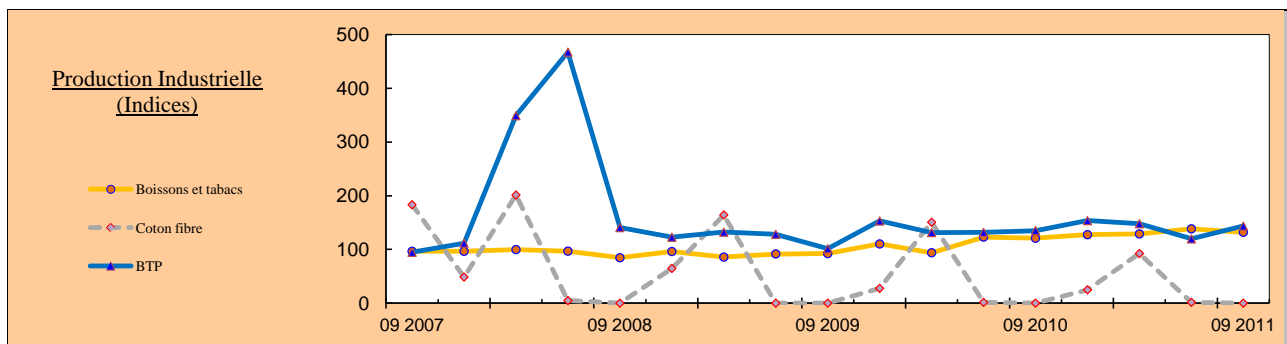
Sur les marchés de détail, des hausses de prix (12% pour le sorgho, 9% pour le mil et 7% pour le maïs) ont été enregistrées par rapport au trimestre passé avec des moyennes trimestrielles de 184 FCFA/Kg, 182 FCFA/Kg et 166 FCFA/Kg respectivement pour le mil, le maïs et le sorgho. Comparés avec le même trimestre de l'année 2010, les hausses de prix sont de 21% pour le mil, de 33% pour le sorgho et de 37% pour le maïs.

Les prix les plus élevés ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Dori, Gorom-Gorom, Sebba), du Nord (Ouahigouya, Djibo) et du Centre (Sankaryaré) avec des prix moyens du sac de 100Kg à 21.000 FCFA pour le mil, 20.000 FCFA pour le sorgho et 20.500 FCFA pour le maïs. Quant aux prix les moins élevés, ils se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan, Djibasso), des Hauts-Bassins (Faramana, N'Dorola) et des Cascades (Douna) avec des moyennes de prix du sac de 100 Kg à 14.500 FCFA pour le mil, 12.500 FCFA pour le maïs et 13.000 FCFA pour le sorgho.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2010	2010	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	0,0	24,8	92,4	1,5		-100,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	106,4	128,2	162,7	121,9	112,1	-8,1%	5,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	8,6	36,8	95,9	12,6	13,9	10,4%	62,6%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 083,3	1 379,8	1 336,5	1 236,9	1 150,5	-7,0%	6,2%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	145,5	166,8	141,9	118,5	125,0	5,5%	-14,0%
BOISSONS ET TABAC	120,9	127,5	128,9	138,4	131,9	-4,6%	9,2%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	145,5	166,8	141,9	118,5	125,0	5,5%	-14,0%
BOULANGERIES, MEUNERIES	117,5	118,3	114,8	118,3	130,2	10,1%	10,8%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	75,1	130,5	237,5	87,5	68,8	-21,4%	-8,4%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	94,7	156,8	131,1	124,2	153,9	23,9%	62,6%
INDUSTRIES CHIMIQUES	68,7	66,0	67,2	72,4	66,3	-8,4%	-3,5%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	154,2	349,5	15,9	10,4	6,5	-37,5%	-95,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	70,7	64,0	60,7	161,0	67,1	-58,3%	-5,1%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	135,0	153,6	147,8	119,6	143,5	20,0%	6,3%
TOTAL GENERAL HORS BTP	120,6	139,6	128,5	127,4	104,8	-17,7%	-13,1%
IHPI	122,5	141,5	131,0	126,4	109,9	-13,0%	-10,3%



L'activité industrielle au troisième trimestre 2011 a connu un recul tant en glissement annuel que trimestriel. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle est passé de 126,4 à 109,9, soit une baisse de 13,0% en glissement trimestriel. En glissement annuel, la chute est de 10,3%.

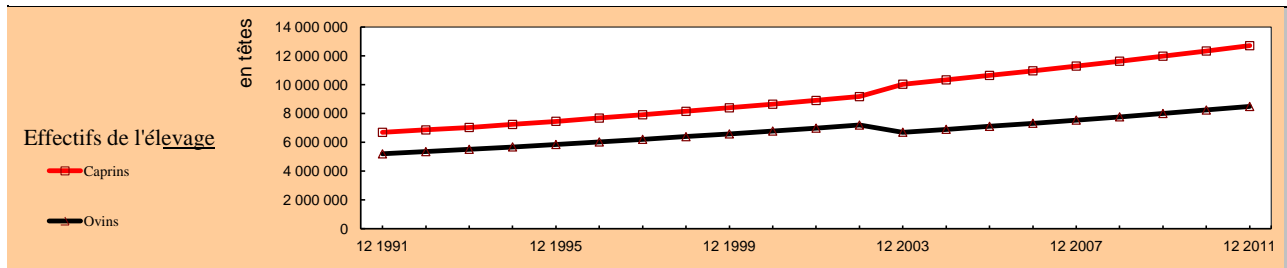
La baisse constatée est en partie due à la diminution de la production énergétique, et particulièrement de l'énergie électrique au profit de l'électricité importée, reprise au cours de la période. Cette branche a enregistré des baisses respectives de 58,3% en glissement trimestriel et 5,1% en glissement annuel. Les industries alimentaires, de boissons et de tabac et les industries extractives ont également contribué au fléchissement de l'activité industrielle avec des baisses respectives de 8,1% et 7,0% en glissement trimestriel. Cependant, en glissement annuel les deux branches connaissent des appréciations notables.

Les principales branches "florissantes" au cours du trimestre sont les industries de fabrication de produits textiles et celles alimentaires dont les évolutions sont en permanente croissance. Elles ont en effet enregistré des hausses respectives de 23,9% et 10,1% en glissement trimestriel. Les évolutions en glissement annuel sont plus prononcées (respectivement 62,6% et 10,8%). Les matériaux de construction ont également connu une hausse tant en glissement annuel (6,3%) qu'en glissement trimestriel (20%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Effectif de bovins (en têtes)	7 914 180	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 543 720	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 294 980	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	34 329	35 359	36 420	37 512	38 638	3,0%	3,0%

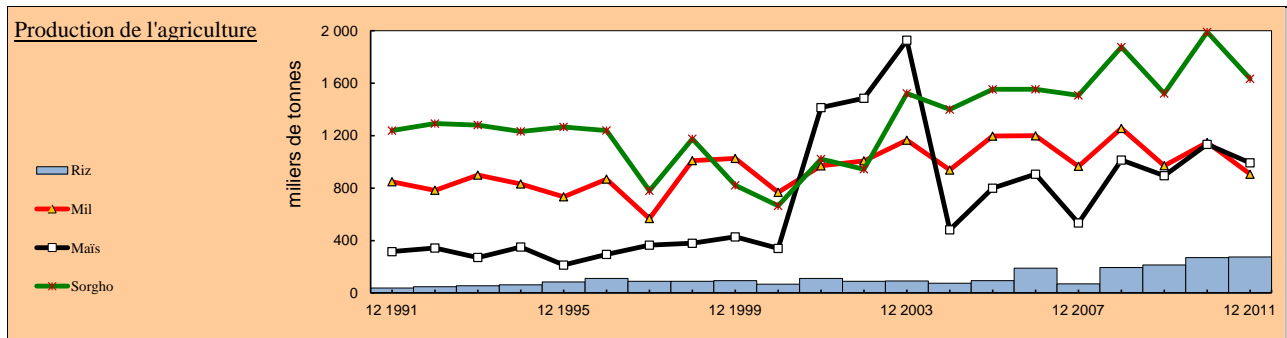


Les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II, 2003) constituent la base d'estimation des effectifs du cheptel. A partir donc de ces résultats et en appliquant les taux de croît, nous obtenons les effectifs ci-dessus du cheptel pour l'année 2011.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Croissance moyenne	
						2007-2011	2010-2011
Production brute totale de céréales	3 088 811	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 822 882	5,5%	-16,2%
dont : Production brute de mil	966 016	1 255 189	970 927	1 147 894	905 637	-1,6%	-21,1%
dont : Production brute de sorgho	1 507 162	1 875 046	1 521 468	1 990 227	1 633 759	2,0%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	533 874	1 013 634	894 558	1 133 452	992 708	16,8%	-12,4%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	68 916	195 102	213 584	270 658	274 840	41,3%	1,5%



Selon les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2011/2012, la production céréalière nationale brute de la campagne agricole 2011/2012 a été estimée à 3.822.882 tonnes. Cette production est en baisse de 16% par rapport à celle de la campagne agricole précédente. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, une baisse de production de 1,04% a été enregistrée.

De façon spécifique, les résultats prévisionnels ressortent une production de 905.637 tonnes pour le mil (baisse de 21% par rapport aux définitives de la campagne précédente), de 1.633.759 tonne pour le sorgho (baisse de 18% par rapport aux définitives de l'année précédente), de 992.708 tonnes pour le sorgho et 274.840 tonnes pour le riz. Le bilan céréalier brut 2011/2012 dégage un déficit de 31.649 tonnes.

La production des autres cultures vivrières s'établit à 695.220 tonnes, accusant une baisse de 21% comparativement au résultat de la campagne 2010/2011. Les productions de patate et de niébé accusent des baisses respectives de 28% et 27% tandis que celles de l'igname et du voandzou sont prévues en hausse de 9% et 6% respectivement. Comparativement à la moyenne des 5 dernières années, la production des autres cultures vivrières présente une hausse de 8,8 %.

Quant aux productions des cultures de rente, elles sont en baisse de 13% comparativement à la campagne dernière, soit 853 746 tonnes. Comparativement aux cinq dernières années, les productions de cultures de rente sont en baisse de 8,6%.

Au regard de ces résultats, il ressort parmi les quarante cinq (45) provinces, dix sept (17) provinces déficitaires avec un taux de couverture inférieur à 90%, quatorze (14) provinces en situation d'équilibre (taux de couverture compris entre 90 et 120%) et quatorze (14) provinces excédentaires (taux de couverture supérieur à 120%).

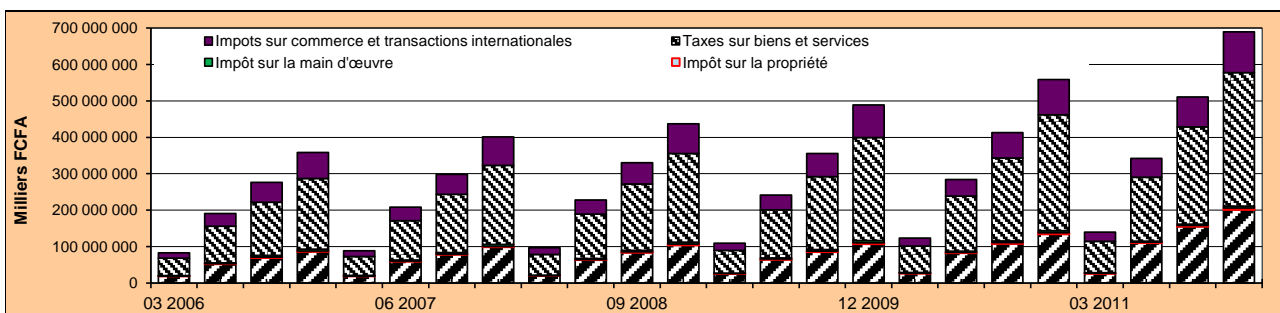
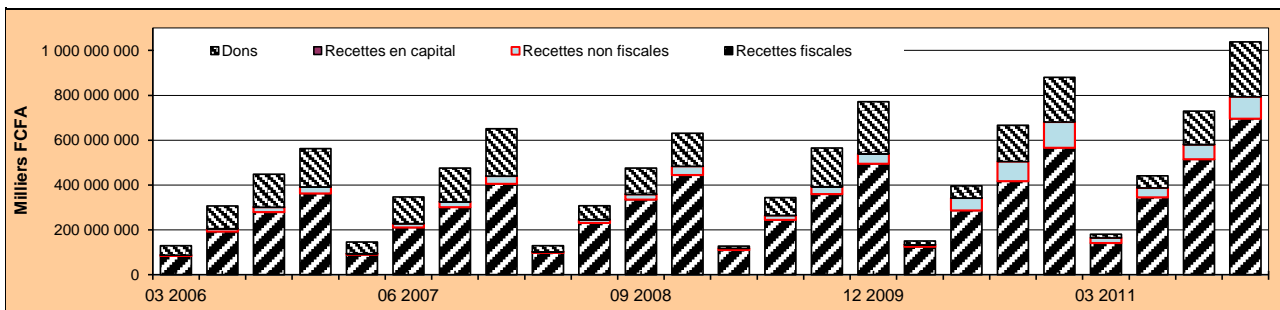
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

Finances publiques

La situation socioéconomique au Burkina a été marquée par des crises au cours du premier semestre de l'année 2011. Malgré ces crises, le gouvernement a poursuivi ses efforts à travers la mise en œuvre des mesures visant à un recouvrement plus accru des recettes budgétaires et une rationalisation des dépenses publiques. Aussi, le retour progressif à la situation normale a-t-il contribué à accélérer les décaissements des appuis extérieurs. De ce fait, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit base engagement de 114,4 milliards de francs CFA à fin décembre 2011, en nette amélioration par rapport à la même période en 2010.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2011	2011	2011	2011		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	960 991 120	880 219 148	180 524 719	440 907 810	729 505 823	1 037 889 274	108,0%	17,9%
Recettes totales	700 745 374	681 279 432	163 842 223	387 272 161	580 681 629	793 578 305	113,2%	16,5%
Recettes courantes	700 745 374	681 279 200	163 842 206	387 271 959	580 681 266	793 577 824	113,2%	16,5%
Recettes fiscales	609 133 462	565 749 861	141 002 414	345 048 166	515 228 389	695 595 861	114,2%	23,0%
Impôts sur revenus et bénéfiques	158 504 041	133 581 198	25 907 158	109 716 780	154 609 656	201 024 451	126,8%	50,5%
Impôt sur la main d'œuvre	6 528 332	5 479 487	1 300 866	2 506 887	3 326 699	4 988 891	76,4%	-9,0%
Taxes sur biens et services	334 975 628	318 436 479	85 933 672	175 993 178	267 514 096	366 724 527	109,5%	15,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	98 342 448	96 759 726	25 424 876	51 734 092	81 818 334	111 976 829	113,9%	15,7%
Autres recettes fiscales	6 527 144	7 332 991	1 420 521	2 847 915	4 502 053	5 983 083	91,7%	-18,4%
Recettes non fiscales	23 737 053	115 529 339	22 839 792	42 223 793	65 452 877	97 981 964	412,8%	-15,2%
Recettes en capital	0	232	17	202	363	481		107,1%
Dons	260 245 746	198 939 715	16 682 496	53 635 649	148 824 194	244 310 969	93,9%	22,8%
Projets	130 371 746	51 127 271	4 350 842	38 614 572	55 945 307	63 740 687	48,9%	24,7%
Programmes	129 874 000	147 812 444	12 331 654	15 021 078	92 878 887	180 570 282	139,0%	22,2%



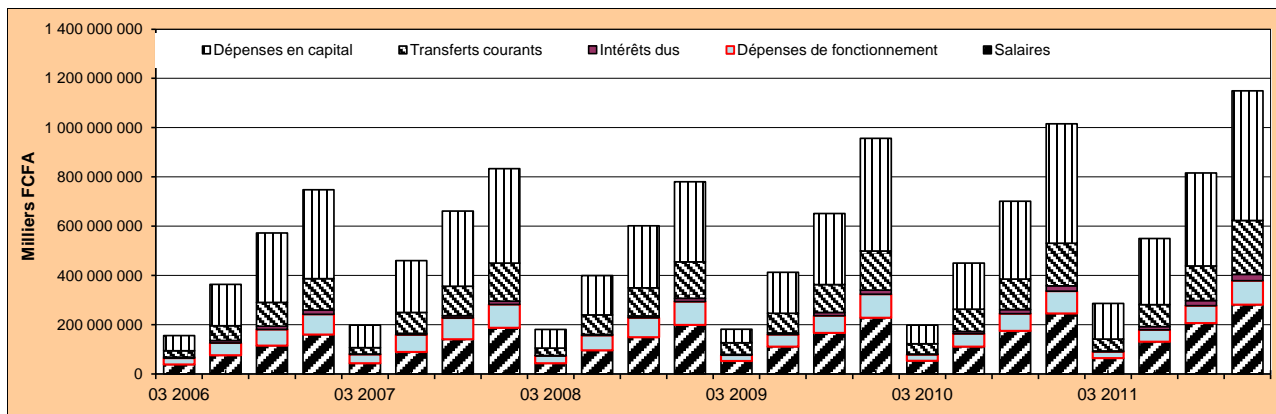
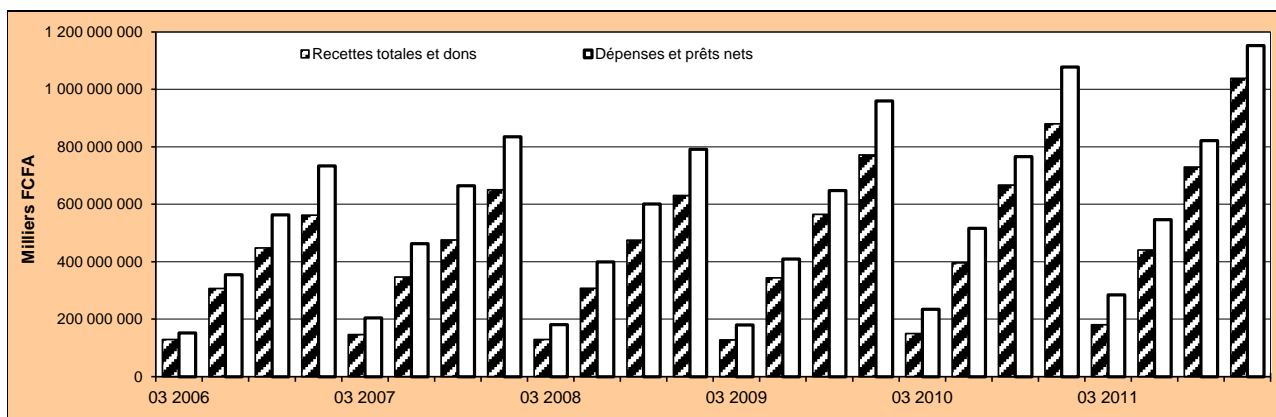
Les recettes totales et dons se sont chiffrés à 1.037,9 milliards de francs CFA à fin décembre 2011 contre 880,2 milliards de francs CFA à fin décembre 2010, soit une progression de 17,9%. Cette performance résulte d'un accroissement important des recettes propres de 16,5 % par rapport à fin décembre 2010 pour s'établir à 793,6 milliards de francs CFA à fin décembre 2011. Ces réalisations sont imputables aux performances enregistrées au niveau des recettes fiscales. En effet, celles-ci ont enregistré une hausse de 129,8 milliards de francs CFA (+23%) par rapport à fin décembre 2010 pour se situer à 695,6 milliards de francs CFA à fin décembre 2011. L'approche « Unité de recouvrement », l'organisation interne des régies et les mesures d'accompagnement mis en place par le gouvernement ont contribué à l'amélioration du recouvrement des recettes. En outre, le Gouvernement a poursuivi la stratégie globale de réforme de la politique fiscale par la mise en œuvre de l'impôt sur les sociétés (IS) et son acompte provisionnel. A cela s'ajoute le suivi rapproché des entreprises à travers la modernisation des Directions des moyennes entreprises (DME). Enfin, l'intensification des actions de lutte contre la fraude et le faux, le relèvement du taux applicable aux boissons alcoolisées autre que la bière, l'application de la TVA sur certaines opérations bénéficiant de régime de faveur, la modernisation et la simplification des procédures de dédouanement et surtout le dynamisme du secteur minier ont contribué à l'atteinte de ces bons résultats. Cette performance enregistrée pourrait faire rapprocher le taux de pression fiscale à la norme communautaire.

En ce qui concerne les dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 244,3 milliards de francs CFA à fin décembre 2011 contre 198,9 milliards de francs CFA à fin décembre 2010, soit une hausse de 22,8%.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2010	2011	2011	2011	2011		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 120 257 032	1 077 028 657	285 057 826	546 233 502	821 436 976	1 152 253 931	102,9%	7,0%
Dépenses	1 126 547 769	1 083 224 887	286 750 294	550 063 111	816 486 469	1 149 601 531	102,0%	6,1%
Dépenses courantes	560 856 402	530 872 106	141 738 690	281 732 864	438 596 702	623 213 129	111,1%	17,4%
Salaires	260 000 000	245 819 928	64 507 568	131 074 482	206 873 715	281 444 997	108,2%	14,5%
Dépenses de fonctionnement	101 100 000	90 764 421	26 108 736	47 791 718	70 327 029	97 555 900	96,5%	7,5%
Intérêts dus	21 006 783	21 354 240	2 606 039	14 013 994	20 884 104	25 762 699	122,6%	20,6%
Transferts courants	178 749 619	172 933 518	48 516 347	88 852 670	140 511 854	218 449 532	122,2%	26,3%
Dépenses en capital	565 691 367	484 662 647	145 011 603	268 330 247	377 889 766	526 388 403	93,1%	8,6%
financées sur ressources propres	263 719 311	276 973 209	110 888 074	172 550 534	219 769 015	283 409 607	107,5%	2,3%
Prêts nets	-6 290 737	-6 196 230	-1 692 468	-3 829 609	4 950 507	2 652 400	-42,2%	-142,8%



Les dépenses et prêts nets se sont situés à 1.152,2 milliards de francs CFA à fin décembre 2011 contre 1.077,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2010, correspondant à une hausse de 75,2 milliards de francs CFA (+7%).

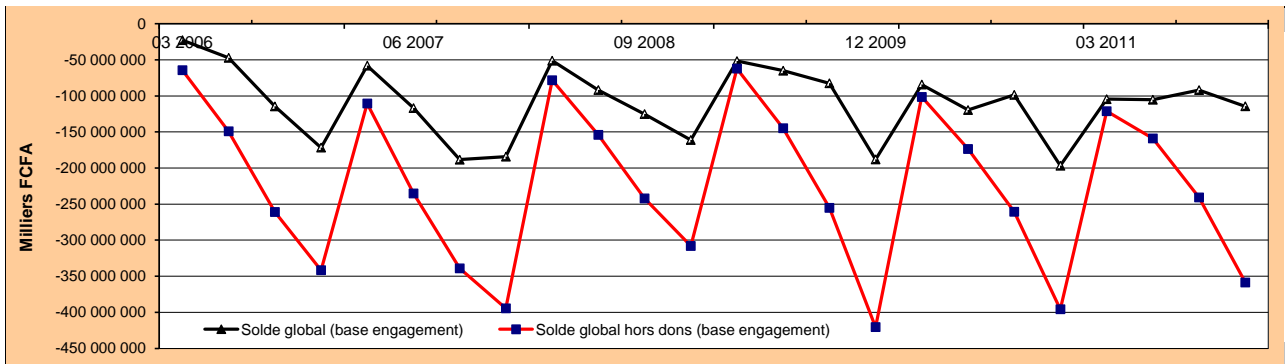
Cette évolution est imputable essentiellement à la progression des dépenses courantes 17,4% par rapport à fin décembre 2010. Les dépenses de salaires, de fonctionnement, de l'intérêt de la dette et des transferts courant sont respectivement en hausse de 14,5%, 7,5%, 20,6% et 26,3% par rapport à 2010. En effet, pour faire face à la crise sociale le gouvernement a accompagné le secteur privé et les victimes des casses en dégageant une ligne de crédit importante au titre des réparations et indemnités. D'autres mesures non moins importantes ont été prises par le gouvernement notamment l'apurement des arriérés au titre de l'incidence financière des avancements des agents de la fonction publique pour les périodes antérieures à 2009, le renforcement de l'aide destinée aux couches défavorisées de la population et la revalorisation du statut des enseignants chercheurs.

Quant aux dépenses en capital, elles ont connu une hausse de 8,6% par rapport à 2010 pour s'établir à 526,4 milliards francs CFA. Ce niveau prend en compte les dépenses d'investissement (+46,6 milliards de francs CFA) réalisées en 2011 pour le compte de l'exercice budgétaire 2010. Toutefois, cette hausse est atténuée par la baisse des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (-5,6%).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SOLDES ET FINANCEMENT

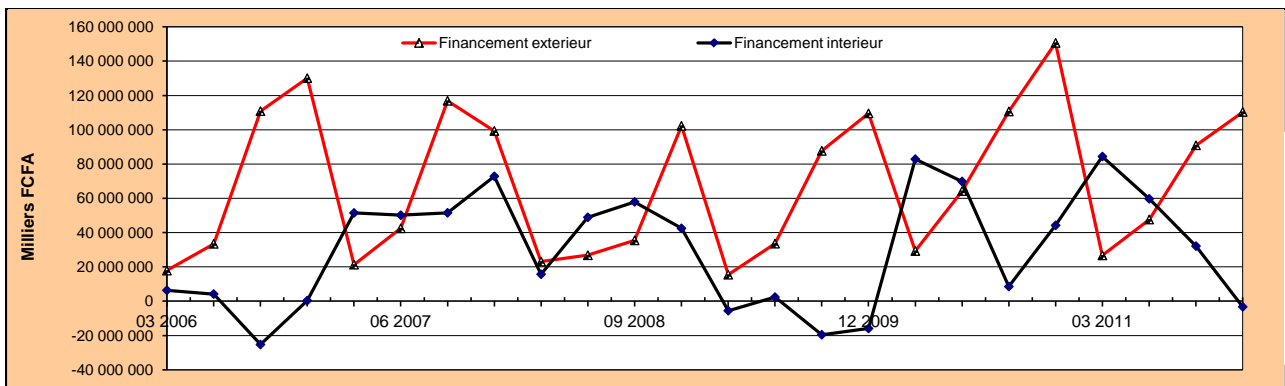
SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal. 2010	Est. 2011	Est. 2011	Est. 2011	Est. 2011		
Solde global (base engagement)	-159 265 912	-196 809 509	-104 533 106	-105 325 692	-91 931 152	-114 364 657	71,8%	-41,9%
Solde global hors dons (base engagement)	-419 511 658	-395 749 224	-121 215 602	-158 961 341	-240 755 347	-358 675 626	85,5%	-9,4%
Solde primaire	-103 532 819	-374 394 985	-118 609 564	-144 947 347	-219 871 243	-332 912 927	321,6%	-11,1%
Solde de base	-124 539 602	-191 855 147	-87 358 474	-64 166 392	-84 118 845	-166 109 210	133,4%	-13,4%
Solde global (base caisse)	-159 265 912	-198 914 844	-105 564 448	-119 895 641	-107 872 974	-104 894 929	65,9%	-47,3%
Solde global hors dons (base caisse)	-419 511 658	-397 854 560	-122 246 944	-173 531 291	-256 697 168	-349 205 898	83,2%	-12,2%



Le déficit global (base engagement) des opérations financières de l'Etat s'est établi à 114,4 milliards de francs CFA à fin décembre 2011 contre 196,8 milliards de francs CFA une année plus tôt, soit une amélioration de 41,9%. Ce niveau de déficit atteint à fin décembre 2011 est contenu dans la limite de 184,4 milliards de francs CFA autorisée par le programme FEC.

Le déficit global base caisse s'est situé à 104,9 milliards de francs CFA à fin décembre 2011 contre 198,9 milliards de francs CFA à fin décembre 2010. Ce déficit a été financé aussi bien par l'extérieur que par l'intérieur. Au plan intérieur, les tensions de trésorerie constatées durant ces quatre premiers trimestres ont conduit le gouvernement à procéder à des appels de fonds sur le marché financier national et sous régional. Ces appels de fonds se sont traduits par des opérations d'émission de bons de trésor d'une valeur nette cumulée de 159,1 milliards de francs CFA. Le succès de ces opérations d'émission de titres publics traduit la confiance des investisseurs en la qualité de la signature du gouvernement burkinabè.

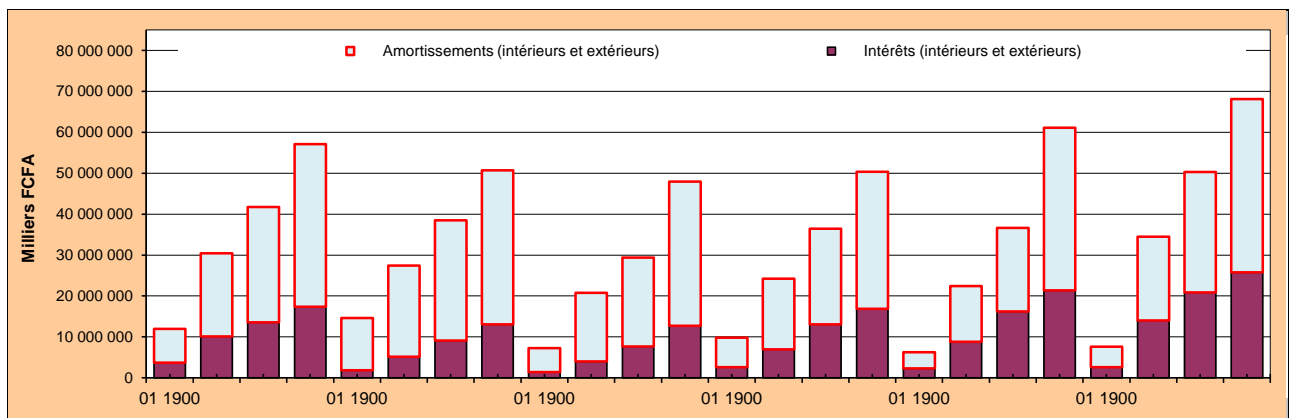
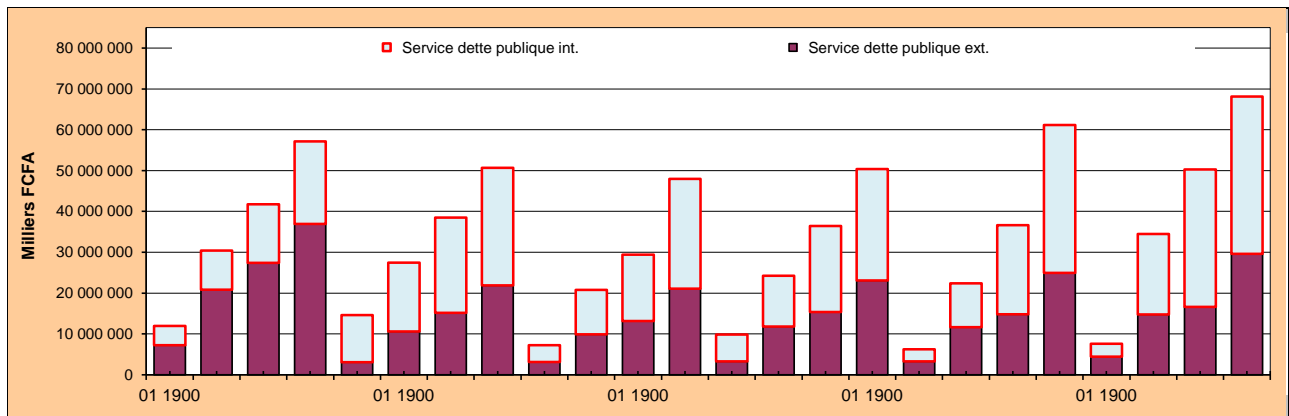
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2011)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal. 2010	Est. 2011	Est. 2011	Est. 2011	Est. 2011		
Financement	134 407 093	194 911 795	111 096 131	107 349 423	123 102 021	107 113 704	79,7%	-45,0%
Financement extérieur	142 916 038	150 676 389	26 707 962	47 635 953	90 949 161	110 396 745	77,2%	-26,7%
Décaissements extérieurs	164 600 310	165 413 780	29 506 287	56 180 378	100 691 194	128 825 728	78,3%	-22,1%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-21 684 272	-14 737 390	-2 798 325	-8 544 425	-9 742 032	-18 428 984	85,0%	25,0%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	-8 508 945	44 235 406	84 388 169	59 713 470	32 152 859	-3 283 040	38,6%	-107,4%
Financement bancaire	5 345 255	42 409 367	56 895 705	52 486 141	15 621 502	-16 014 294	-299,6%	-137,8%
Secteur non bancaire	-13 854 200	1 826 039	27 492 464	7 227 329	16 531 358	12 731 254	-91,9%	597,2%
Gap de financement	0	4 003 049	-5 531 683	12 546 218	-15 229 046	-2 218 775		-155,4%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

SERVICE DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2011)	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	53 897 134	61 132 731	7 591 125	34 477 938	50 297 220	68 109 015	126,4%	11,4%
Amortissements (int. et ext.)	32 890 351	39 778 492	4 985 087	20 463 944	29 413 117	42 346 316	128,7%	6,5%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	21 006 783	21 354 240	2 606 039	14 013 994	20 884 104	25 762 699	122,6%	20,6%
Service dette publique int.	25 178 936	36 192 202	3 138 368	19 707 422	33 685 874	38 497 678	152,9%	6,4%
Amortissements	18 330 195	25 041 102	2 186 762	11 919 519	19 671 084	23 917 332	130,5%	-4,5%
Intérêts	6 848 741	11 151 101	951 606	7 787 903	14 014 790	14 580 346	212,9%	30,8%
Service dette publique ext.	21 324 918	24 940 529	4 452 758	14 770 516	16 611 346	29 611 337	138,9%	18,7%
Amortissements	14 560 156	14 737 390	2 798 325	8 544 425	9 742 032	18 428 984	126,6%	25,0%
Intérêts	6 764 762	10 203 139	1 654 433	6 226 091	6 869 314	11 182 353	165,3%	9,6%
Service dette ext./recettes totales	3,0%	3,7%	2,7%	3,8%	2,9%	3,7%	122,6%	1,9%

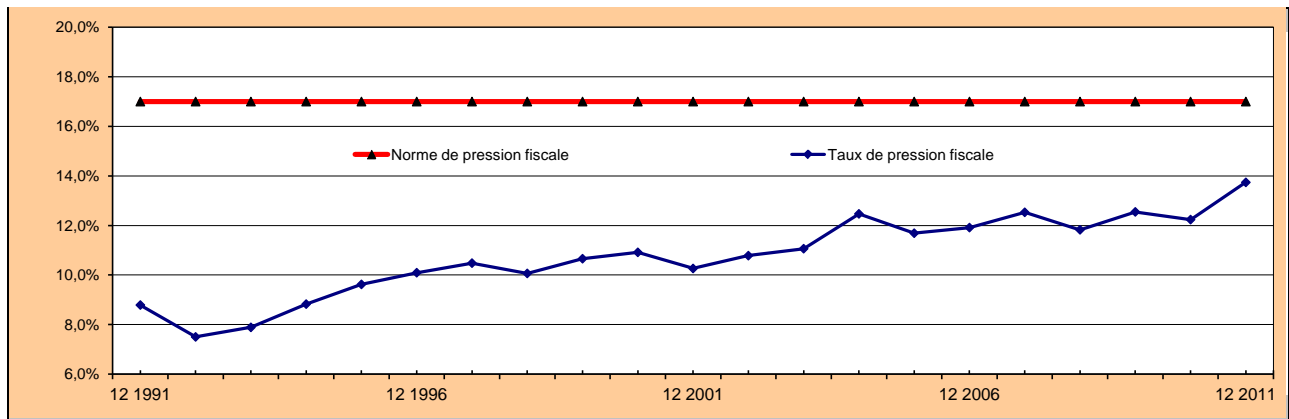


Le service de la dette publique s'est chiffré à 68,1 milliards de francs CFA à fin décembre 2011 contre 61,1 milliards de francs CFA à la même période en 2010; soit une augmentation de 37,3%. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 3,7% à fin décembre 2011 comme à fin décembre 2010. Ce qui signifie que la part des ressources propres consacrées au paiement de la dette extérieure n'a pas évolué au cours de la période.

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,7%	-4,6%	-5,6%	-2,8%	-2,3%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	25,1%	24,6%	27,5%	25,0%	27,3%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	35,2%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,3%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-12,6%	-14,8%	-9,1%	-7,0%	-9,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	11,8%	12,5%	12,2%	13,7%



Sources : M.E.F.

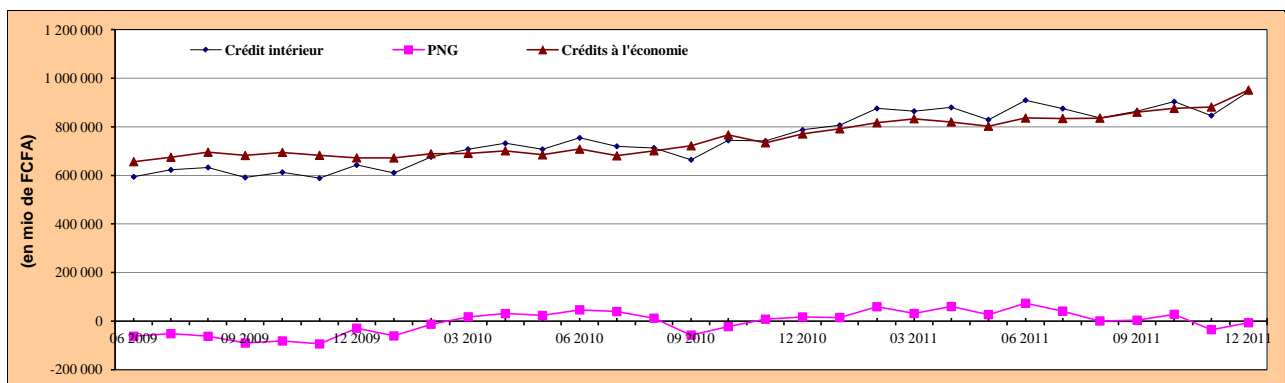
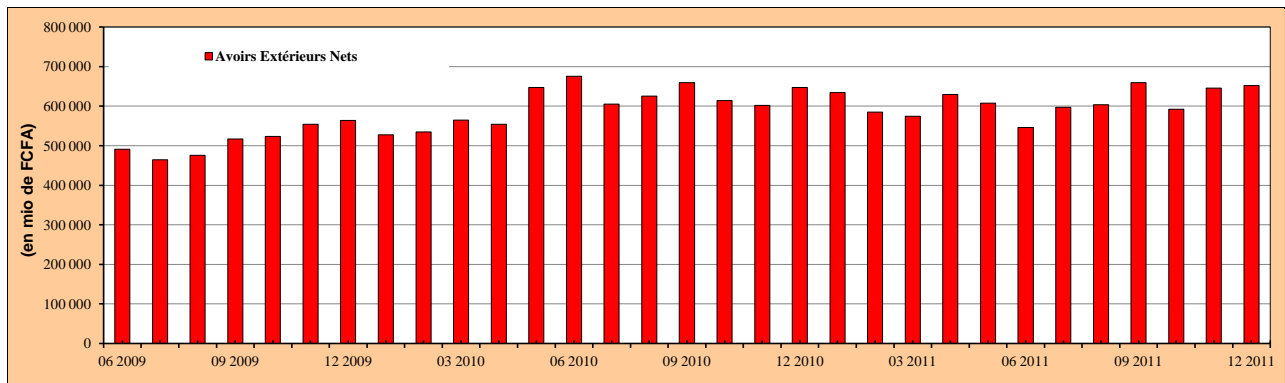
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

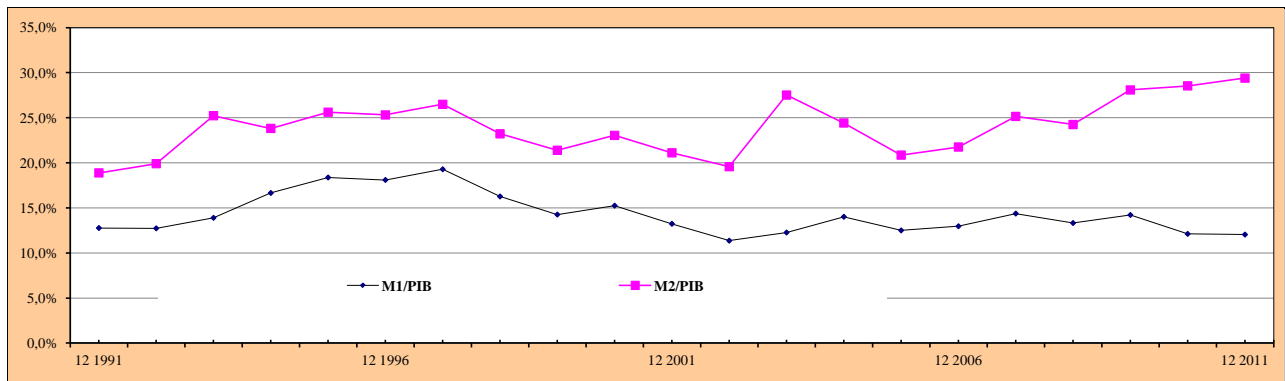
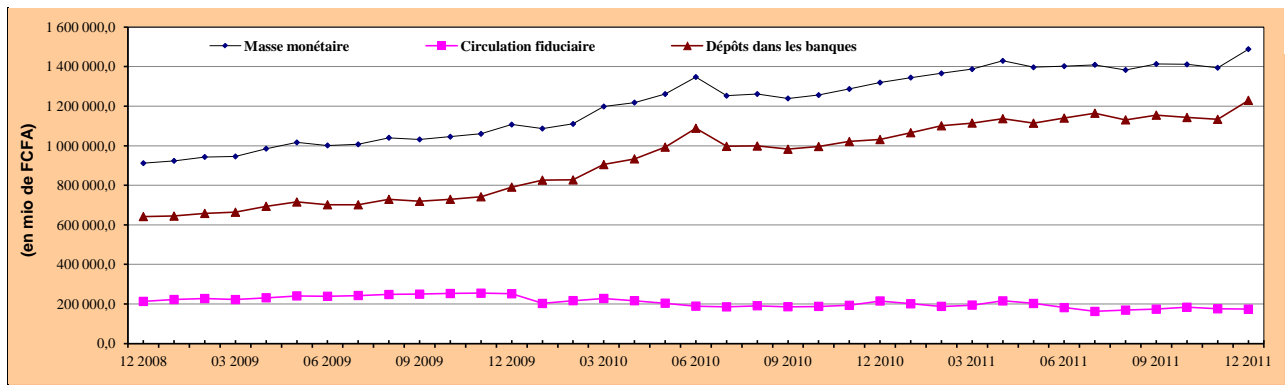
Les agrégats monétaires entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011 ont été caractérisés par une hausse des avoirs extérieurs nets (+0,7%), du crédit intérieur (+20,0%) et de la masse monétaire (+12,8%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	647 533,1	574 567,5	545 950,3	659 776,1	652 121,5	-7 654,6	-1,2%	4 588,4	0,7%
BCEAO	300 757,1	277 961,5	258 088,3	239 364,1	245 913,5	6 549,4	2,7%	-54 843,6	-18,2%
Banques	346 776,0	296 606,0	287 862,0	420 412,0	406 208,0	-14 204,0	-3,4%	59 432,0	17,1%
Crédit intérieur	787 290,6	864 341,0	909 375,5	863 769,3	944 634,2	80 864,9	9,4%	157 343,6	20,0%
PNG	16 680,7	31 113,8	73 105,8	3 557,6	-6 964,5	-10 522,1	-295,8%	-23 645,2	-141,8%
Crédits à l'économie	770 609,9	833 227,2	836 269,7	860 211,7	951 598,7	91 387,0	10,6%	180 988,8	23,5%
dont crédits à court terme	464 327,9	462 038,2	478 372,7	492 128,7	562 627,7	70 499,0	14,3%	98 299,8	21,2%
dont crédits de campagne	10 286,0	69 705,0	22 905,0	20 307,0	14 715,0	-5 592,0	-27,5%	4 429,0	43,1%
dont crédits à moyen et long terme	295 996,0	301 484,0	334 992,0	347 776,0	374 256,0	26 480,0	7,6%	78 260,0	26,4%
Masse monétaire	1 319 510,8	1 387 428,4	1 402 400,9	1 413 405,9	1 488 509,3	75 103,4	5,3%	168 998,5	12,8%
Circulation fiduciaire	215 078,7	194 305,2	181 584,6	173 665,1	173 902,8	237,7	0,1%	-41 175,9	-19,1%
Dépôts dans les banques	1 031 504,1	1 114 968,2	1 140 004,3	1 154 812,8	1 229 729,7	74 916,9	6,5%	198 225,6	19,2%
dont dépôts à vue	440 231,1	510 213,2	503 795,3	526 243,8	598 828,7	72 584,9	13,8%	158 597,6	36,0%
dont dépôts à terme	401 655,0	405 573,0	415 991,0	409 434,0	410 518,0	1 084,0	0,3%	8 863,0	2,2%
Autres Postes Nets	115 312,9	51 480,1	52 924,9	110 139,5	108 246,3	-1 893,2	-1,7%	-7 066,6	-6,1%

AGREGATS MONETAIRES	déc.07	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11
M1/PIB	14,4%	13,3%	14,2%	12,1%	12,0%
M2/PIB	25,1%	24,2%	28,1%	28,5%	29,4%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 647,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 652,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011 soit une progression de 4,6 milliards de FCFA (+0,7%). Cette hausse s'explique uniquement par la croissance des avoirs extérieurs nets des banques (+17,1 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011, ceux de la Banque Centrale s'étant au contraire contracté (-54,8 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 54,8 milliards de FCFA (-18,2%) résulte d'une baisse des avoirs extérieurs bruts plus importante que celle des engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 450,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 525,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit un recul de 75,4 milliards de FCFA (-14,4%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 204,2 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 224,8 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une baisse de 20,6 milliards de FCFA (-9,2%).

La position extérieure des banques a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs bruts, et des engagements extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques sont passés de 457,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 555,4 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 97,8 milliards de FCFA (+21,4%). Sur la même période, leurs engagements extérieurs sont passés de 110,8 milliards de FCFA à 149,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 38,4 de FCFA (34,6%).

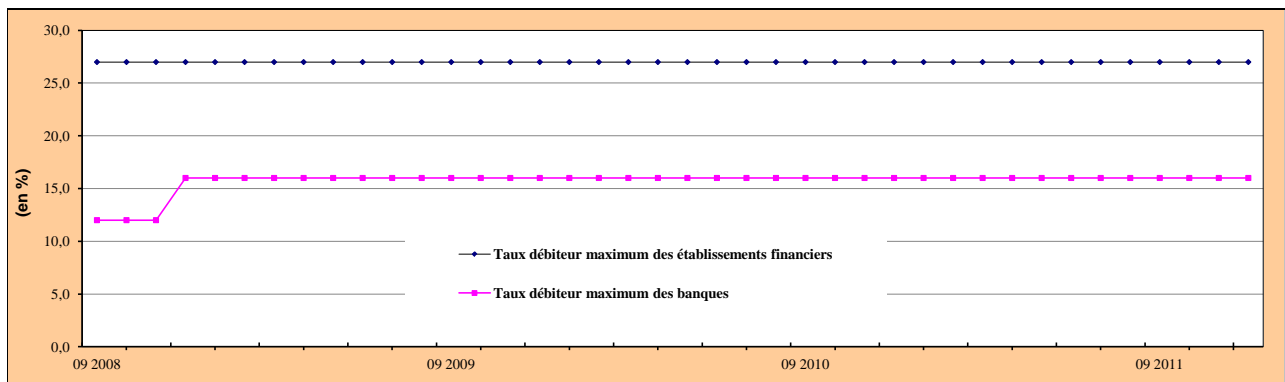
Le crédit intérieur a progressé de 157,3 milliards de FCFA (+20,0%) à fin décembre 2011, en ressortant à 944,6 milliards de FCFA contre 787,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Cette progression est attribuable aux crédits à l'économie, la PNG s'étant améliorée sur la période. En effet, les crédits à l'économie ont augmenté de 181,0 milliards de FCFA (+23,5%), en passant de 770,6 milliards de FCFA à fin décembre 2010 à 951,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Quant à la PNG, elle s'est améliorée de 23,6 milliards de FCFA (-141,8%) sur la même période sous revue.

La masse monétaire, suivant l'évolution de ses contreparties, a enregistré un accroissement de 12,8% (+169,0 milliards de FCFA) entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011, en s'établissant à 1.488,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011, contre 1.319,5 milliards de FCFA en fin décembre 2010. Cette évolution est due exclusivement à une augmentation des dépôts en banques (+198,2 milliards de FCFA, soit +19,2%), la circulation fiduciaire ayant au contraire décéléré de 41,2 milliards de FCFA, (-19,1%) sur la même période.

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2010	1. Trim. 2011	2. Trim. 2011	3. Trim. 2011	4. Trim. 2011	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du quatrième trimestre 2011, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification.

Le taux de pension et le taux d'escompte sont fixés, depuis le 16 juin 2009, respectivement à 4,25% et 6,25%, contre des taux respectifs de 4,75% et 6,75% qui étaient entrés en vigueur depuis le 16 août 2008.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du quatrième trimestre 2011.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au quatrième trimestre 2011.

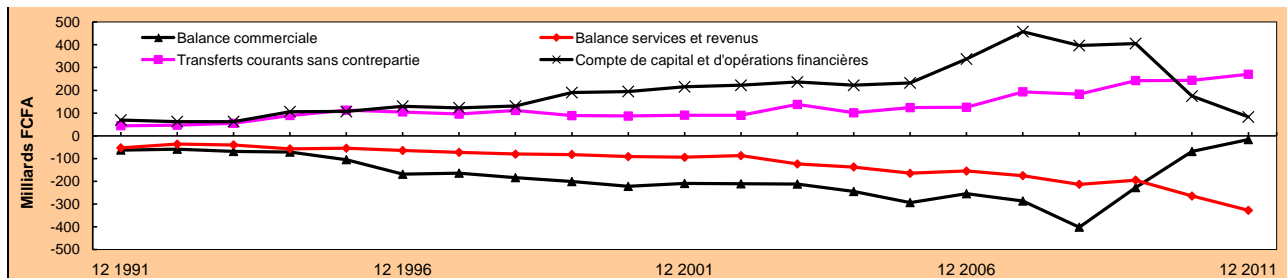
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè s'est senti des effets de la crise économique internationale difficile. Ces effets ont toutefois été atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2007	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	Var. 2011	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2010	Var./2009
Exportations de biens FOB	298,6	310,4	425,2	785,2	1 041,2	32,6%	56,5%
Importations de biens FOB	585,1	711,7	652,8	854,2	1 057,8	23,8%	27,3%
Balance commerciale	-286,6	-401,4	-227,6	-69,0	-16,6	-75,9%	-73,0%
Services	-173,9	-211,6	-192,1	-261,6	-324,0	23,8%	29,9%
Revenus	-1,1	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	10,7%	17,0%
Balance des services et revenus	-175,1	-213,2	-194,7	-264,8	-327,5	23,7%	29,7%
Transferts courants sans contrepartie	193,3	183,3	242,8	244,0	270,4	10,8%	5,5%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-268,4	-431,3	-179,4	-89,9	-73,7	-18,0%	-35,9%
Transferts en capital	140,2	85,9	132,9	98,9	111,8	13,1%	-8,3%
Opérations financières	317,8	310,9	272,7	75,5	-29,1	-52,6%	-54,8%
Comptes de capital et d'opérations financières	457,9	396,8	405,6	174,3	82,7	-48,5%	-48,5%
Erreurs et omissions	-1,5	1,5	-1,4	1,5	0,8	-48,5%	-48,5%
Solde global	188,1	-33,0	224,7	86,0	9,8	-88,6%	-79,1%



A fin décembre 2009, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 224,7 milliards de FCFA contre un déficit de 33,4 milliards de FCFA un an plus tôt.

Cette amélioration des comptes extérieurs découle aussi bien de celle du solde structurellement déficitaire de la Balance des transactions courantes, que celle des entrées nettes de flux au titre des opérations financières.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 86,0 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 89,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+360,0 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 785,2 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 84,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+332,1 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (16,7 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 854,2 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,3 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +174,3 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 231,2 milliards de FCFA (-57,0%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,9 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 197,2 milliards de FCFA, en se situant à 75,5 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +86,0 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
TOTAL	291 432,4	272 058,6	287 593,5	321 496,9	332 877,0	3,5%	14,2%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 227,6	3 148,3	3 035,2	3 900,3	3 868,7	-0,8%	19,9%
Produits du règne végétal	15 129,6	19 625,6	18 997,0	22 356,6	20 719,0	-7,3%	36,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 043,9	1 907,4	2 788,7	4 029,1	3 454,9	-14,3%	-14,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	18 753,9	15 979,3	17 754,6	23 141,3	27 737,2	19,9%	47,9%
Produits minéraux	68 868,8	69 086,1	83 876,7	78 980,0	83 525,0	5,8%	21,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	22 645,1	42 571,9	33 757,7	44 333,3	40 047,6	-9,7%	76,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	12 294,7	9 320,2	11 085,0	12 438,2	13 037,5	4,8%	6,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	195,1	158,6	181,3	177,1	215,4	21,6%	10,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	821,0	930,4	871,8	931,4	870,6	-6,5%	6,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 001,6	3 847,3	5 465,5	6 546,7	6 032,1	-7,9%	20,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	11 968,5	7 777,2	4 740,7	5 604,2	6 657,2	18,8%	-44,4%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	826,7	962,8	1 001,9	1 237,9	1 266,7	2,3%	53,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	2 537,6	1 853,2	2 179,4	3 403,5	2 995,3	-12,0%	18,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	31,6	33,2	35,0	43,6	58,8	34,9%	85,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	22 226,0	19 092,0	21 691,6	27 898,4	23 971,4	-14,1%	7,9%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	50 129,5	39 268,8	44 729,1	51 195,8	57 904,5	13,1%	15,5%
Matériel de transport	43 597,5	29 211,7	30 007,2	27 001,3	33 240,7	23,1%	-23,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 527,5	4 126,0	3 015,4	4 662,3	4 406,2	-5,5%	-20,3%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	407,8	692,5	372,2	749,5	239,6	-68,0%	-41,2%

La hausse entamée au deuxième trimestre 2011 se poursuit. Les importations ont ainsi atteint un montant total de 1.214 milliards de francs CFA en 2011.

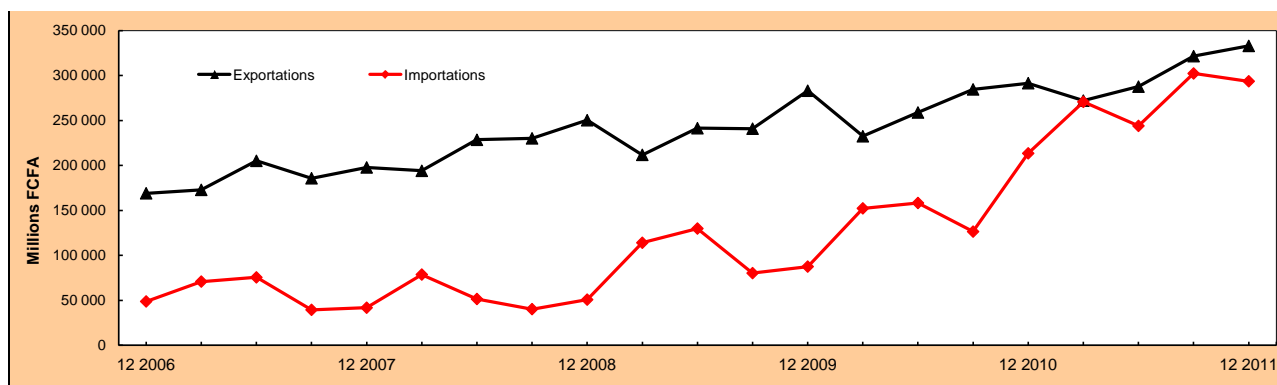
Les importations enregistrent au quatrième trimestre 2011 une hausse de 3,5% par rapport au troisième trimestre 2011. La valeur totale des importations est ainsi passée de 321,5 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2011 à 332,9 milliards de francs CFA au quatrième trimestre 2011, soit une hausse de 11,4 milliards de francs CFA.

Cette hausse est principalement imputable à une hausse des importations des machines et appareils électriques de 6,7 milliards de francs CFA, de matériels de transports de 6,2 milliards de FCFA, des produits des industries alimentaires de 4,6 milliards de francs CFA et de la facture pétrolière de 4,5 milliards de FCFA.

En glissement annuel, une hausse de 14,2% est observée par rapport au quatrième trimestre de 2010. Les importations des produits des industries chimiques enregistrent la principale progression avec une différence de +17,4 milliards de francs CFA, soit +78,3% de glissement annuel; suivi des produits minéraux pour 14,7 milliards de francs CFA avec un glissement annuel de +21,3% ; des produits des industries alimentaires pour 9,0 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 47,9%; des machines et appareils électriques pour 7,8 milliards de FCFA avec un glissement annuel de 15,5%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
TOTAL	213 425,0	270 661,5	243 946,7	302 239,3	293 566,9	-2,9%	37,6%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 522,9	1 591,9	1 160,6	1 256,3	1 568,1	24,8%	3,0%
Produits du règne végétal	10 900,2	20 317,2	31 799,1	15 425,0	14 324,3	-7,1%	31,4%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	9 947,8	15 766,3	7 098,8	7 717,0	11 541,0	49,6%	16,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	204,2	888,2	431,6	244,1	777,6	218,5%	280,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 790,8	1 983,7	2 413,9	1 558,2	1 083,0	-30,5%	-39,5%
Produits minéraux	1 782,9	1 190,3	561,7	674,9	987,9	46,4%	-44,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	200,5	1 124,9	748,3	1 138,5	328,6	-71,1%	63,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	94,8	66,7	121,5	2 161,3	50,3	-97,7%	-47,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	224,9	443,9	542,9	350,0	614,4	75,6%	173,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	13,8	3,8	17,0	5,4	1,5	-72,2%	-89,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	50,5	36,0	75,2	13,7	18,7	36,5%	-62,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	21 134,6	41 050,5	53 231,1	7 899,8	29 169,6	269,2%	38,0%
dont coton fibre	20 357,9	38 342,0	52 035,0	6 834,8	28 430,1	316,0%	39,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1,1	5,0	6,0	19,7	0,0	-100,0%	-100,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	49,5	71,1	104,9	61,4	46,5	-24,2%	-6,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	169 598,9	198 118,8	149 584,7	266 715,1	237 751,6	-10,9%	40,2%
dont or	169 598,9	198 118,8	149 584,7	266 712,3	237 751,1	-10,9%	40,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	828,0	647,0	771,1	1 402,5	850,2	-39,4%	2,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	4 329,9	1 702,3	1 237,0	1 815,2	2 377,4	31,0%	-45,1%
Matériel de transport	351,7	996,5	732,3	1 163,1	3 254,2	179,8%	825,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	141,2	158,8	105,8	36,7	144,0	292,5%	2,0%
Marchandises et produits divers	131,4	107,6	206,9	278,4	170,7	-38,7%	29,9%



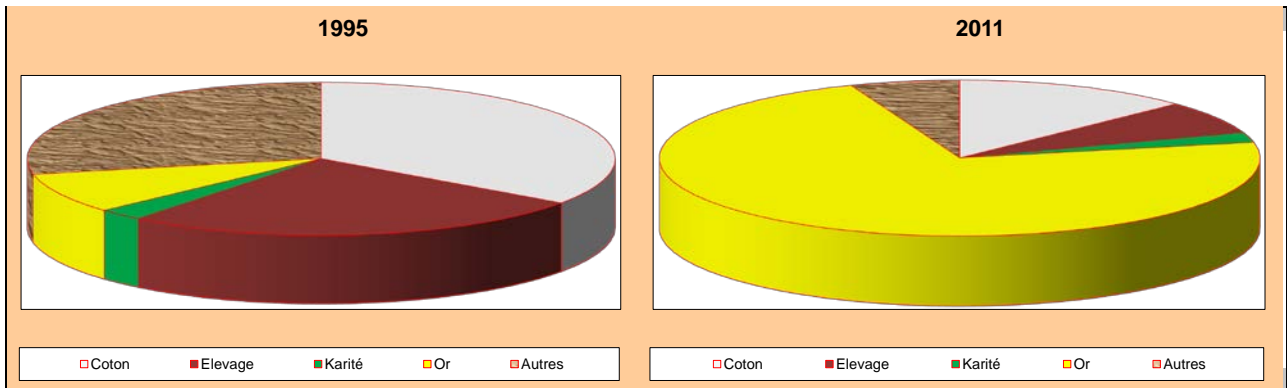
Au cours de l'année 2011, les exportations totales se sont élevées à 1.110,4 milliards de francs CFA.

Au quatrième trimestre 2011, les exportations enregistrent un recul de 2,9% en glissement trimestriel après celle observée au second trimestre 2011. Cette baisse globale, malgré la hausse des exportations de coton fibre de 21,6 milliards de FCFA, est principalement imputable à la baisse des exportations d'or de 29,0 milliards FCFA.

En glissement annuel, les exportations ont connues une croissance de 37,6%. Elles sont principalement tirées par les exportations d'or qui enregistrent une hausse de 40,2% correspondant à une valeur de 68,1 milliards de FCFA ; et des produits agricoles saisonniers tels le coton et les produits du règne végétal qui enregistrent respectivement une hausse de 39,7% et 31,4%. L'or confirme encore la place de plus en plus importante qu'elle occupe dans les entrées de devises au Burkina Faso. En effet, les effets conjugués de la hausse du cours de l'or avec le regain d'intérêt pour l'exploitation industrielle de l'or depuis quelques années ont favorisé la poursuite de la hausse des exportations d'or qui ont passé le cap des deux cent (266,7) milliards de francs CFA au troisième trimestre 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1995	2008	2009	2010	2011
Part du coton dans total	34,8%	33,1%	22,8%	14,4%	12,8%
Part des produits de l'élevage dans total	25,8%	16,3%	14,2%	8,3%	6,9%
Part du karité dans total	2,5%	5,4%	4,2%	2,5%	2,1%
Part de l'or dans total	8,5%	22,6%	42,3%	65,2%	72,3%
Part des autres produits dans total	28,3%	22,5%	16,6%	9,5%	5,9%

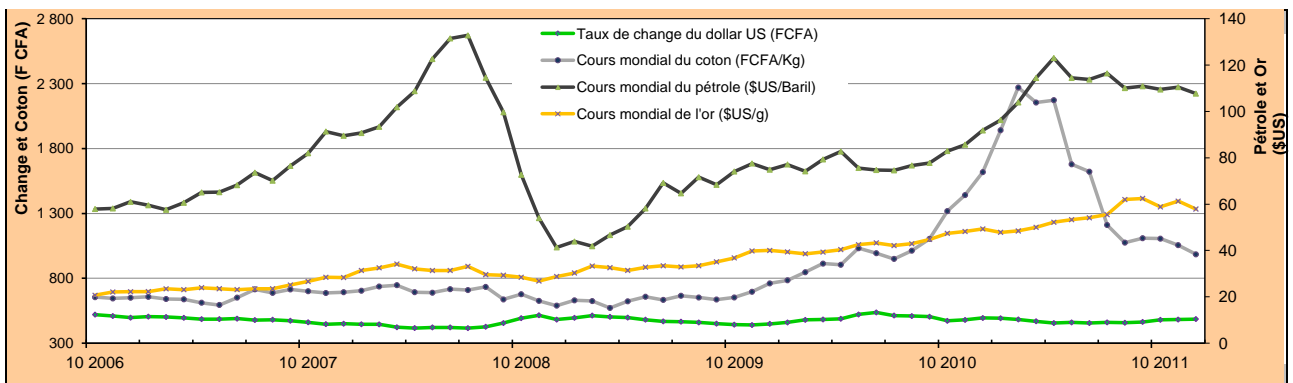


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabè poursuit sa mutation. D'une structure où prédominaient les exportations de produits de l'élevage (25,8%) et celles du coton (34,8%) en 1995, il ressort une prédominance de l'or avec 72,3% de la part des exportations en 2011. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 12,1 tonnes en 2009 et 32,2 tonnes en 2011, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2010	2011	2011	2011	2011	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	481,7	481,3	456,7	460,6	482,7	4,8%	0,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	86,8	104,9	117,1	112,5	109,2	-2,9%	25,8%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	3 025,7	4 413,3	3 996,3	2 456,7	2 173,0	-11,5%	-28,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	48,3	48,8	53,2	60,0	59,3	-1,1%	22,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	41,8	50,4	53,5	51,8	52,7	1,8%	26,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 459,2	2 122,0	1 824,4	1 131,5	1 048,6	-7,3%	-28,1%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	23,3	23,5	24,3	27,6	28,6	3,7%	23,1%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,035	0,042	0,034	0,022	0,020	-8,9%	-42,9%



. Taux de change du dollar :

Le FCFA a enregistré au quatrième trimestre 2011 une dépréciation par rapport au dollar. Après une faible dépréciation de 0,9% (en variation trimestrielle) au troisième trimestre 2011, le taux dollar/FCFA s'est substantiellement déprécié (4,8%) au quatrième trimestre 2011, soit au taux trimestriel moyen de 482,7 FCFA contre 460,6 FCFA un trimestre plutôt. En glissement annuel, il s'est déprécié de 0,2% contre une appréciation de 9,5% au troisième trimestre 2011. Cette tendance dépréciative amorcée depuis juillet 2011 serait imputable aux perspectives de stabilité du système financier aux USA (maîtrise de la crise de la dette souveraine) combiné aux incertitudes du système financier de l'Europe à sortir de la crise actuelle.

. Prix des produits exportés :

Le cours mondial du coton a conservé sa chute au cours de ce trimestre mais à un rythme moindre, soit une baisse 11,5% contre une baisse de 38,5% au troisième trimestre 2011. En glissement annuel, le cours mondial du coton est en baisse de 28,2%. En FCFA, le cours du coton a enregistré une baisse de 7,3% et de 28,1% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le kilogramme de coton fibre est ressorti en moyenne à 1048,6 FCFA au quatrième trimestre contre 1133,46 FCFA au troisième trimestre 2011. L'augmentation de l'offre illustrée par l'abondance des nouvelles récoltes au Brésil et en Australie et les bonnes perspectives de production en Chine et en Inde expliqueraient ce repli du cours mondial de la fibre.

Le cours mondial de l'once d'or a enregistré une petite baisse à caractère conjoncturelle au quatrième trimestre 2011. En variation trimestrielle, la baisse serait 1,1% contre une hausse de 12,7% un trimestre plutôt, passant ainsi de 60,0 \$US/g à 59,3 \$US/g en moyenne. En glissement annuel le cours de l'or reste en hausse de 22,8%. En FCFA, il est en hausse de 3,7% en variation trimestrielle, passant ainsi de 27.600 FCFA/g en moyenne au troisième trimestre 2011 à 28.600 FCFA/g au quatrième trimestre 2011. Cette hausse soutenue serait due à la persistance des incertitudes économiques aux USA et à la dégradation des notes souveraines de certains pays de la zone euro, l'or devrait conserver son statut de première valeur refuge. L'embellie du cours du cours devrait donc conserver sa tendance haussière en 2012.

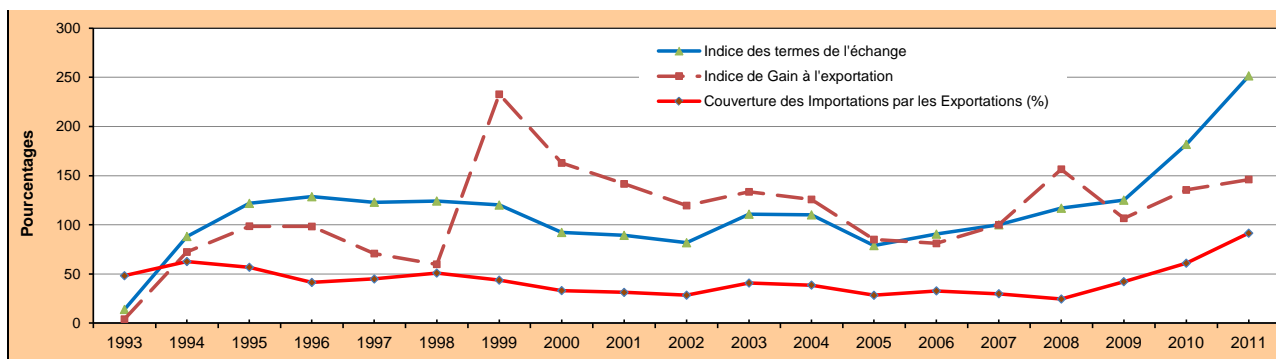
. Prix des produits importés :

Le cours mondial du baril du brut de pétrole conserve sa tendance baissière amorcée depuis le début du deuxième trimestre 2011, enregistrant ainsi une variation trimestrielle de -2,9% au quatrième trimestre 2011 contre une baisse 4,0% un trimestre plutôt. En glissement annuel, il reste nettement supérieur à son niveau du quatrième trimestre 2010 de 25,8%. En FCFA, le cours du pétrole a varié de +1,8% et de +26,0% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Le repli progressif du cours du baril pourrait se poursuivre en 2012 à cause de la décélération de l'activité économique en vigueur en Chine et de la relative stabilisation des crises sociopolitiques dans les zones de grande production notamment en Lybie tout en espérant que les menaces d'embargo des USA et de l'Europe sur le pétrole Syrien ne se concrétisent pas, toute chose qui pourrait influencer, à la baisse, le niveau de l'offre mondiale du brut.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	Var. 2011	
						Var./2010	Var./2009
Indice prix à l'exportation	100,0	126,6	146,7	209,6	282,3	34,7%	92,4%
Indice prix à l'importation	100,0	108,3	117,3	115,3	112,2	-2,6%	-4,3%
Indice des termes de l'échange	100,0	116,9	125,1	181,8	251,5	38,3%	101,1%
Indice de gain à l'exportation	100,0	156,5	106,6	135,5	146,1	7,9%	37,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	29,9	24,5	42,1	60,9	91,5	50,1%	117,1%



Par rapport au taux de couverture, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en fin 2010 puis de 91,5% en fin 2011.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François SIE, Chiep	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SEBEGO, Mamoudou	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DPAM / DGEP